

VU l'article 109 de la loi qui prévoit que la mise en œuvre, pour un risque ou un événement particulier, d'un programme général visé à l'article 100 relève du ministre responsable de l'application du programme;

CONSIDÉRANT qu'une tempête de neige est survenue le 1^{er} mars 2005, dans la Ville de Montmagny;

CONSIDÉRANT que, en raison de cet événement, la Ville de Montmagny a pris des mesures exceptionnelles relatives à la sécurité des citoyens et a engagé des dépenses additionnelles à ses dépenses courantes;

CONSIDÉRANT que cet événement d'origine naturelle constitue un sinistre au sens de la loi;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Programme général d'aide financière lors de sinistres, établi par décret n^o 1383-2003 du 17 décembre 2003, est mis en œuvre au bénéfice de la Ville de Montmagny, située dans la circonscription électorale de Montmagny-L'Islet, qui a engagé des dépenses additionnelles à ses dépenses courantes pour diverses mesures d'intervention et de rétablissement relatives à la sécurité des citoyens en raison d'une tempête de neige survenue le 1^{er} mars 2005.

Québec, le 11 février 2009

Le ministre de la Sécurité publique,
JACQUES P. DUPUIS

51305

A.M., 2009

Arrêté numéro AM 0006-2009 du ministre de la Sécurité publique en date du 11 février 2009

CONCERNANT un nouvel élargissement du territoire d'application du Programme général d'aide financière lors de sinistres mis en œuvre relativement à une tempête de neige survenue les 8 et 9 mars 2008, dans la Ville de Varennes

LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU l'arrêté du 2 octobre 2008 par lequel le ministre de la Sécurité publique a mis en œuvre le Programme général d'aide financière lors de sinistres afin d'aider la Ville de Varennes qui a pris des mesures exceptionnelles relatives à la sécurité des citoyens et a engagé des dépenses additionnelles à ses dépenses courantes en raison d'une tempête de neige survenue les 8 et 9 mars 2008;

VU l'arrêté du 6 novembre 2008 par lequel le ministre de la Sécurité publique a élargi le territoire d'application de ce programme afin d'aider la Ville de L'Épiphanie

qui a pris des mesures exceptionnelles relatives à la sécurité des citoyens et a engagé des dépenses additionnelles à ses dépenses courantes en raison d'une tempête de neige survenue les 8 et 9 mars 2008;

VU le troisième alinéa de l'article 109 de la Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., c. S-2.3) qui permet au ministre responsable de l'application d'un programme, au besoin, d'en élargir le territoire concerné et d'en prolonger la période d'application;

CONSIDÉRANT que la Ville de Montmagny qui n'a pas été désignée aux arrêtés précités a pris des mesures exceptionnelles relatives à la sécurité des citoyens et a engagé des dépenses additionnelles à ses dépenses courantes en raison d'une tempête de neige survenue les 8 et 9 mars 2008;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de permettre à la Ville de Montmagny de bénéficier du Programme général d'aide financière lors de sinistres;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Programme général d'aide financière lors de sinistres mis en œuvre le 2 octobre 2008 relativement à une tempête de neige survenue les 8 et 9 mars 2008, et dont le territoire a été élargi par arrêté le 6 novembre 2008, est de nouveau élargi afin de comprendre la Ville de Montmagny, située dans la circonscription électorale de Montmagny-L'Islet.

Québec, le 11 février 2009

Le ministre de la Sécurité publique,
JACQUES P. DUPUIS

51306

A.M., 2009

Arrêté numéro AM 0007-2009 du ministre de la Sécurité publique en date du 11 février 2009

CONCERNANT la mise en œuvre du Programme général d'aide financière lors de sinistres relativement à une tempête de neige survenue les 26 et 27 décembre 2005, dans la Ville de Montmagny

LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU le Programme général d'aide financière lors de sinistres établi en vertu de l'article 100 de la Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., c. S-2.3) par le décret n^o 1383-2003 du 17 décembre 2003 destiné à aider financièrement notamment les particuliers et les entreprises qui ont subi des préjudices ainsi que les municipalités qui ont déployé des mesures préventives temporaires ou des mesures d'inter-